

Il est temps de corriger les distorsions et de relancer l'économie

Image not found or type unknown

La Havane, 27 déc (RHC) Lors de la dernière réunion avec les gouverneurs du pays, le Premier ministre Manuel Marrero Cruz a réitéré que l'application des mesures annoncées récemment "est une tâche à laquelle nous allons tous nous consacrer et, pour cela, il est nécessaire de mettre à jour les systèmes de travail du gouvernement".

Cuba s'engage sur une nouvelle voie économique après l'annonce de mesures visant à corriger les distorsions et à donner un nouvel élan à ce secteur au cours de l'année à venir. Elle rectifie et cherche des solutions, convaincue que, compte tenu de la complexité de la situation économique et pour la résoudre, "il est nécessaire d'agir", d'encourager la participation des citoyens et d'exercer un contrôle rigoureux.

Comme l'a dit également le membre du Bureau politique, "il ne s'agit pas de mesures de choc, ni d'un paquet néolibéral contre le peuple", mais ces projections du gouvernement nous permettront d'aller de l'avant avec la conviction que c'est la bonne façon de sortir de la situation actuelle, et contribueront à accroître l'exigence de la nécessité de travailler et de bien travailler.

C'est cette certitude qui a également été constatée lors de la dernière réunion des gouverneurs et du maire de l'île de la Jeunesse, au cours de laquelle ont été analysées les questions fondamentales de la réalité socio-économique du pays et ratifié que le défi des actions conçues - qui seront mises en œuvre progressivement - réside dans leur application de manière organisée, l'évaluation de leur impact et l'ajustement systématique du processus.

Accompagné des membres du Bureau politique Esteban Lazo Hernández, président de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire et du Conseil d'État, et Salvador Valdés Mesa, vice-président de la République, le chef du gouvernement a réitéré que la mise en œuvre des mesures "est une tâche à laquelle nous allons tous nous consacrer et, pour cela, il est nécessaire de mettre à jour les systèmes de travail".

À LA RECHERCHE DE L'AUTONOMIE MUNICIPALE

Au cours de la réunion, qui s'est déroulée dans la salle du protocole d'El Laguito et à laquelle ont également participé les vice-premiers ministres, des informations ont été fournies sur les principales questions évaluées par le vice-président de la République avec les membres des structures des administrations locales du pouvoir populaire dans 41 municipalités en septembre et en octobre.

L'objectif de ces réunions était d'examiner l'état d'avancement de la mise en œuvre de la nouvelle structure et de ses performances dans des tâches très importantes telles que la loi sur la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le fonctionnement des comités de passation des marchés, la formation des systèmes productifs locaux et les directives générales pour la prévention et la lutte contre la criminalité, la corruption, les illégalités et l'indiscipline sociale.

Salvador Valdés Mesa a souligné que les échanges ont révélé une forte rotation des maires et des adjoints au maire, ainsi qu'un manque de préparation des cadres aux politiques approuvées et aux normes juridiques qui les mettent en œuvre. C'est pourquoi il a fait allusion à l'importance de compléter les postes, de les stabiliser et de poursuivre la formation afin d'accroître leurs compétences, seul moyen de mesurer si la structure est adéquate ou non.

"Nous devons réfléchir très sérieusement à ce que signifie un maire dans une municipalité", a reconnu le président du Parlement et, face à cette réalité, il a suggéré la nécessité de "confier des tâches à certains cadres pour qu'ils se rendent dans les municipalités les plus importantes que nous ayons, si nous voulons résoudre le problème".

En analysant cette question essentielle pour parvenir à une véritable autonomie des territoires, plusieurs participants à la réunion ont proposé une série de critères liés à l'accompagnement du travail du maire. Le gouverneur de Matanzas, Mario Sabines Lorenzo, a affirmé que les meilleurs maires de sa province sont ceux qui ont grandi et appris au sein du Pouvoir Populaire et, par conséquent, c'est au sein du Pouvoir Populaire "qu'ils doivent être formés".

Pour sa part, le gouverneur de Sancti Spiritus, Alexis Lorente Jiménez, a également fait allusion à la figure de l'adjoint au maire, qui "a une grande responsabilité dans la gestion des programmes, qu'il ne dirige pas, mais qu'il coordonne au niveau municipal, et qui est inévitablement lié aux résultats obtenus dans les provinces en général".

Pour le maire de la municipalité spéciale de Isla de la Juventud, Adiel Morera Macías, il est urgent de parvenir à la stabilité de l'équipe de travail, tout en attirant l'attention sur la nécessité de "clarifier la

fonction et la mission de chacun".

En ce qui concerne le fonctionnement des commissions municipales de la loi sur la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, Salvador Valdés Mesa a souligné l'importance d'avoir un impact réel sur l'augmentation de l'offre alimentaire, un indicateur fondamental pour mesurer l'efficacité de cette norme juridique.

"Il appartient aux conseils d'administration de concevoir les systèmes de travail, d'exiger le strict respect de la réglementation et de demander à chaque organisme et entité de rendre compte de l'exécution de ses obligations et responsabilités dans le cadre de la mise en œuvre de la loi", a-t-il déclaré.

Dans son rapport sur les comités d'approvisionnement et de prix, il a expliqué que, bien qu'ils soient établis dans toutes les municipalités, il n'y a pas d'approvisionnement ni de contrôle de la production, ce qui est à l'origine de la plupart des problèmes ; il n'y a pas non plus d'impact sur les prix, ce qui est la question qui pèse le plus lourd sur l'état d'esprit de la population dans toutes les municipalités visitées.

Il a souligné la nécessité d'une plus grande gestion des entreprises publiques et des bases de production agricole afin qu'elles assument un rôle plus important dans la commercialisation directe avec un impact sur les prix, et d'accroître les exigences et le contrôle des conseils administratifs municipaux et du gouvernement provincial afin de faire respecter le principe selon lequel les prix convenus et décidés sont valables pour tous les acteurs économiques qui participent au marché.

Dans le même ordre d'idées, le Premier ministre a évoqué la nécessité de rechercher des stratégies pour stimuler la production alimentaire et pour parvenir à un respect plus strict de ce qui est établi.

"Il y a plusieurs choses que nous devons transformer et il ne s'agit pas de faire un pas en arrière ou de changer de politique, mais de les rectifier en fonction des intérêts du gouvernement, qui ne sont autres que les intérêts du peuple", a-t-il déclaré.

AU PLUS PRÈS DES TERRITOIRES

Comme chaque réunion mensuelle, la dernière de l'année a également été très rigoureuse dans l'examen de la réalisation du programme de logement à la fin de 2023 et des projections pour assurer le plan de construction pour l'année prochaine, car il s'agit de l'une des questions ayant le plus grand impact social, qui doit être examinée d'un point de vue différent et qui ne peut pas manquer de contrôle et d'exigences.

À cet égard, le Premier ministre a déclaré qu'il s'agit d'un programme hautement prioritaire dans le travail du gouvernement et a insisté sur la nécessité d'évaluer les possibilités de chaque territoire et d'incorporer dans les plans autant que possible, afin de tirer parti des potentialités locales pour la production de matériaux de construction.

Au cours de la réunion, ils ont également analysé comment assurer les activités pour le 65ème anniversaire du triomphe de la Révolution, en tenant compte du scénario actuel et de la disponibilité des ressources. Dans ce sens, ils ont insisté sur la garantie d'offres de produits agricoles et d'autres denrées alimentaires pour la population, ainsi que sur l'augmentation des foires, avec des paiements en ligne et des canaux électroniques.

En outre, il a été suggéré de sélectionner les établissements gastronomiques et d'hébergement, de différencier les offres pour les enfants, les adolescents et les jeunes, ainsi que pour les travailleurs des secteurs prioritaires tels que la santé et l'éducation, et de rapprocher les produits des principales artères et communautés en collaboration avec les nouveaux acteurs économiques, sur la base d'accords de prix avec ces derniers.

Dans les conclusions de la réunion, le Premier ministre a réitéré son soutien aux personnes et aux territoires dans leur travail quotidien. "Nous aussi, en tant que système de travail, nous serons plus

proches de vous, nous vous accompagnerons davantage, nous communiquerons davantage... parce que nous savons que la bataille se gagne là, et que vous êtes à l'avant-garde de cette bataille essentielle que nous devons mener". (Extrait du site de la Présidence)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/343125-il-est-temps-de-corriger-les-distorsions-et-de-relancer-leconomie>



Radio Habana Cuba